

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Hôtel de Ville de Libreville : fau

**AU** nombre des maux qui inhibent son fonctionnement, il y a l'explosion salariale due aux recrutements massifs et la distraction des fonds publics, au centre des dernières interpellations et incarcérations de ses cadres.

E. NDONG-ASSEKO  
Libreville/Gabon

FACE aux présidents des groupes politiques siégeant au Conseil municipal de Libreville, le maire central intérimaire, Serge William Akassaga, a eu l'ingénieuse idée de débattre de "la situation de l'heure" de l'institution, en vue de conduire au mieux cette administration durant le temps de l'intérim de trois mois.

L'Hôtel de Ville de Libreville étant ces derniers temps dans une zone de turbulences inédites, en raison des interpellations et des placements en détention préventive de plusieurs de ses cadres - le paroxysme a été atteint avec l'incarcération du maire central, Léandre Nzue -, il devenait impératif que l'on porte un regard plus prospectif sur l'état réel de la principale institution municipale du pays.

Une sorte de diagnostic thérapeutique qui, non seulement devrait dégager ses principaux goulots d'étranglement, mais servirait également à trouver les médicaments nécessaires. Est-ce le sens à donner à la mesure de suspension d'un certain nombre de cadres municipaux (et leurs émoluments avec) que l'édile intérimaire de Libreville a prise récemment ?

En effet, lors des échanges, la préoccupation de la masse salariale qui inhibe les actions de cette institution a été posée. L'Hôtel de Ville croule sous des effectifs pléthoriques sans rapport avec ses missions véritables et ses besoins réels en ressources humaines. Et cela est de nature à fortement grever son budget. Reléguant aux calendes grecques la vision qu'ils professaient de faire de Libreville "une ville belle, conviviale et attrayante", les différents maires s'étant succédé à la tête de la municipalité ont souvent considéré ce poste comme un terreau pour satisfaire leur clientèle politique. En recrutant à tour de bras dans leurs chapelles, au mépris de l'intérêt de la capitale, des hordes

de courtisans, ils ont transformé la mairie de Libreville en une grande fourmilière.

Ils sont, debout, dans les Jardins, dans les allées de la concession, dans les couloirs des bâtiments, adossés aux murs, parfois assis, toujours dans des conversations oiseuses, se tournant les pouces à longueur de journée. Conséquence : la masse salariale a explosé sans que l'on voie sa justification en termes de réalisations sur le terrain.

Dans ce registre du clientélisme politique, l'on se souvient que lors d'une conférence de presse, Léandre Nzue, alors qu'il venait

Il devenait impératif que l'on porte un regard plus prospectif sur l'état réel de la principale institution municipale du pays.

d'être porté à la tête de la mairie de Libreville, avait publiquement annoncé des recrutements à caractère électoraliste...

DE 2 252 A 3 280 AGENTS. D'après une note qui a récemment circulé, on peut lire ceci : "A son arrivée en mars 2019, la mairie croulait sous un effectif pléthorique de 2 252 agents, ce qui ne va pas empêcher Léandre Nzue,

le nouveau maire, de faire grimper les statistiques à ... 3 280 agents un an plus tard. Près de 60 recrutements par mois ! Une boulimie qui a conduit à l'explosion des charges salariales de l'institution à 83,33% du budget 2020. Bien qu'il ait procédé au licenciement de 68 agents, dont la plupart avaient été recrutés sous le mandat précédent, comment expliquer par la suite que le maire central ait procédé à 728 recrutements au 6 juin 2020, dont 531 recrutements pour la seule période de janvier à juin 2020, environ 100 recrutements par mois ?".

L'on comprend, dès lors, que la vision d'une ville de Libreville "belle, conviviale et attrayante" peine, des années durant, à être concrétisée. Tout simplement parce que les nobles motivations initiales porteuses des idéaux de développement ont vite été abandonnées pour assouvir d'autres desseins.

En fait, accéder à la tête de la plus grande municipalité du pays constitue une consécration. Aussi, les belles promesses du début sont-elles souvent mises à l'épreuve des appétits du pouvoir. Les potentialités financières de la première commune du Gabon aliéneraient-elles le bon sens, au point d'ouvrir la voie à des manipulations douteuses et répréhensibles ?

C'est peut-être pour avoir érigé l'Hôtel de Ville au statut de "vache à lait" que le maire Léandre Nzue et certains de ses collaborateurs connaissent aujourd'hui des déboires judiciaires. Les diverses accusations convergent, toutes, vers une distraction massive des deniers publics. Même si, jusque-là, l'on ne cerne pas encore l'ampleur du désastre financier commis, les premières évaluations font état d'une énorme gabegie.



Photo: Antoine Essone Ndong/L'Union

La rencontre autour du maire central de Libreville par intérim, Serge



# Est-il dégraisser le mammouth ?

Quand la corruption dicte sa loi sur le terrain

Abel EYEGHE EKORE  
Libreville/Gabon

**L**A corruption, cette gangrène de la mal gouvernance, a fini par ternir l'image de la mairie de Libreville. En effet, de nombreuses plaintes des opérateurs économiques et autres usagers sont enregistrées au quotidien. Les agents municipaux affectés sur le terrain s'engraissent sans cesse sur le dos de l'institution municipale, confortant la triste maxime selon laquelle "le mouton broute où il est attaché".

Au service des Transports, par exemple, précise une source proche de l'Hôtel de Ville, les agents municipaux n'en finissent pas de multiplier des actes de concussion. "Chaque jour, ils confisquent un bon nombre de documents appartenant aux transporteurs en situation irrégulière. Si certains au-

Lorsqu'il faut se faire établir ou légaliser un document, il y a toujours des pots-de-vin que certains agents vous exigent, malgré les timbres payés»



Photo : Abel Eyeghe/L'Union

tomobilistes sont conduits devant leur supérieur hiérarchique, d'autres, pour récupérer leurs documents, sont contraints de négocier directement avec eux en déboursant au moins 30 mille francs. Alors, imaginons ce qu'ils peuvent gagner dans la journée, s'ils arraisonnent dix véhicules", indique la source.

Il en est de même pour les agents affectés dans les différents marchés de la capitale. Celui de Mont-Bouët semble être le plus "nourricier". Ici, après la constatation d'une infraction et souvent pour des motifs fallacieux, les amendes profitent aux agents qui négocient directement avec l'opérateur victime de harcèlement. L'administration municipale n'est pas non plus sans reproche. "Lorsqu'il faut se faire établir ou légaliser un document, il y a toujours des pots-de-vin que certains agents vous exigent, mal-

gré les timbres payés", selon un usager. Autant de faits et maux connus du plus grand nombre, y compris des responsables de l'Hôtel de Ville, mais auxquels rien apparemment n'est entrepris pour y mettre un terme.

Cette corruption entretenue peut s'expliquer par la pléthore d'agents municipaux sur le terrain, certains de moralité douteuse, sans qualification requise en matière de recouvrement effectué le plus souvent sur la base d'ordre de missions pour le moins douteux. Comme on peut le voir, ces personnes n'ont pour objectif que de se remplir les poches, au détriment des missions à remplir et de l'éthique professionnelle.

D'où l'urgence d'un assainissement de cette institution. Et la nécessité de procéder à un recrutement en qualité et non en quantité.



William Akassaga, a débouché sur un certain nombre de propositions.

## C'est encore loin l'épilogue

ENA  
Libreville/Gabon

**L**ES poursuites judiciaires ainsi que les interpellations des cadres du Conseil municipal de Libreville, notamment ceux en exercice à l'Hôtel de Ville, sont loin de s'estomper. Chaque jour, des agents municipaux sont interpellés et auditionnés par les différentes administrations judiciaires que sont la Direction générale des recherches (DGR) et la Direction générale de contre-ingérence et de sécurité militaire (DGCISM), communément

Chaque jour, des agents municipaux sont interpellés et auditionnés par les différentes administrations judiciaires.

appelée B2. Il s'agit, pour les fins limitées, de confondre ces personnes et établir leurs responsabilités ou non dans les faits de détournements de deniers publics qui font actuellement couler beaucoup d'encre et de salive, et qui ont déjà

entraîné l'inculpation et l'incarcération de certains dont le maire central de Libreville, Léandre Nzue.

C'est dans cette logique qu'ont été entendus, dernièrement, certains membres du cabinet du maire central par le B2. Ne disposant pas jusque-là d'informations plus détaillées sur le sort à eux réservé, d'autant que les enquêtes se poursuivent, nous pourrions revenir de manière plus formelle sur ces faits. Pour l'heure, l'on retient que le dossier est loin d'être bouclé.



Photo : F.M. MOMBO/L'Union